

Loi sur les banques

● (1622)

La différence entre la déception que peut ressentir le ministre des Finances et celle que nous ressentons de ce côté-ci de la Chambre, c'est que le ministre a le pouvoir d'agir. Il est à la tête du ministère des Finances et il fait partie d'un gouvernement qui a le devoir d'agir. D'accord, nous de ce côté-ci de la Chambre sommes déçus, mais nous ne faisons pas le gouvernement. Si le ministre n'est pas capable d'ordonner à son ministère d'achever le projet de loi, il devrait céder la place car nous de l'opposition sommes prêts à prendre les rênes du gouvernement et à faire exécuter le travail.

Le ministre ne devrait pas se présenter devant nous en invoquant la piètre excuse que le gouvernement actuel n'exerce le pouvoir que depuis dix ans et que nous ne devrions pas être si exigeants. Pendant cinq ans, nous avons failli avoir une nouvelle loi sur les banques. Le ministre semblait sincère, et on l'a presque cru, quand il a dit que le projet de loi était en cours de rédaction et qu'il n'était pas tout à fait terminé. Le ministre nous a dit que si la rédaction en était achevée, il le déposerait immédiatement. Il a dit qu'il était tout aussi déçu que les autres députés.

Que le ministre me comprenne bien. J'ai déjà, plus d'une fois, souligné qu'en régime parlementaire le gouvernement a le droit et la responsabilité de gouverner absolument. C'est à lui qu'il incombe d'établir la politique fiscale et monétaire. Peu importe le pétrin dans lequel le gouvernement nous a placés, j'estime qu'il est de son devoir et de sa responsabilité d'établir une politique étrangère et de présenter des mesures législatives propres à donner au pays une orientation économique et à le guider à tous les égards. Voilà ce que sont les responsabilités du gouvernement, mais pour sa part l'opposition doit le critiquer, lui montrer où il a échoué, et tenter de lui indiquer la voie à suivre. S'il est une chose que les députés de ce côté-ci de la Chambre ont essayé de faire, c'est bien de mettre le gouvernement sur la bonne voie. Mon ami et habile parlementaire, le député de Yorkton-Melville, veut peut-être pousser le gouvernement dans la mauvaise direction, mais je l'admire car il cherche au moins à lui proposer une autre possibilité, peu importe combien peu souhaitable et peu judicieuse elle puisse être.

Les députés de ce côté-ci de la Chambre vont s'acquitter de leur rôle. Nous n'accepterons tout simplement pas la parole du ministre des Finances, qui nous répète chaque année que le bill est en cours de rédaction et que son ministère travaille jour et nuit. Le ministre ne dit pas que le bill n'est pas rédigé, il dit que le gouvernement n'a pas encore planifié son intervention. Ou bien le ministre ne sait pas ce qu'il veut faire, ou alors il n'a pas le courage de concrétiser ses intentions dans un projet de loi.

Je me refuse à croire que le projet de loi n'a pas encore été déposé parce que le gouvernement est pris de court. Non, encore une fois le gouvernement est indécis. Je vois que le député de Lincoln (M. Andres) secoue la tête. Il prétend que le gouvernement n'est pas indécis. Si le gouvernement s'était fixé un objectif bien défini, il pourrait dire à la Chambre, sur une question d'intérêt capital pour les petites entreprises, qu'il sait exactement dans quelle voie il veut orienter le pays; mais ce n'est pas le cas en l'occurrence. Si le gouvernement avait clairement défini sa politique en la matière, nous serions déjà saisis du projet de loi. Le député de Lincoln prendra peut-être

la parole aujourd'hui pour nous dire que dix ans de gouvernement libéral dirigé par M. Trudeau n'y ont pas suffi.

M. Andres: Vous n'avez jamais eu la vie aussi belle.

M. Whiteway: Le député sait que tout va mieux que jamais. Il suffit de le demander au million de chômeurs pour savoir si tout va bien. Il suffit de demander au secteur secondaire, aux manufacturiers et aux propriétaires de petites entreprises qui réclament à corps et à cri des capitaux et une nouvelle loi sur les banques pour savoir à quel point tout va bien. Ces gens ont besoin d'outils qui leur permettent de se mettre en affaire. Demandons aux Canadiens dont le dollar ne vaut que 89 cents à quel point tout va bien. Demandons aux ménagères qui doivent faire face à une inflation de 11 p. 100 quand elles font le marché pour savoir à quel point tout va bien. Il y a 850,000 familles canadiennes qui ne sont pas propriétaires de leur domicile.

M. Andres: Allez le demander aux agriculteurs.

M. Whiteway: Peut-être que le député pourrait prendre la parole pour nous dire à quel point tout va merveilleusement bien au Canada. Nous de ce côté-ci de la Chambre entrevoyons un avenir pour le pays. Nous voulons remettre les Canadiens au travail. J'entends les députés d'en face marmonner et marmotter que notre parti est celui des prophètes de malheur.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Tout à fait.

M. Whiteway: Le député d'en face dit «tout à fait» quand il y a un million de Canadiens en chômage et une inflation record, quand le dollar ne vaut que 89c., quand la politique fiscale et monétaire est tout à fait confuse et quand les dépenses et les déficits sont à un niveau record. Si c'est ce qu'on appelle un malheur, je reconnais que je suis un prophète de malheur. Nous en parlons, mais le gouvernement d'en face en est la cause.

La veille d'une élection fédérale nous rappellerons aux Canadiens ce qu'ils savent déjà. Si le résultat de l'administration actuelle est un malheur soit, mais nous de ce côté-ci pouvons faire ce que les députés d'en face ne peuvent pas. Nous pouvons offrir une orientation différente aux Canadiens. Nous pouvons leur offrir non seulement un personnel différent, non seulement un nouveau premier ministre et non seulement un nouveau ministre des Finances et de nouveaux députés à l'avant mais aussi une nouvelle direction, de nouveaux espoirs, de nouvelles politiques qui permettront aux citoyens d'avoir un peu d'espoir celui de s'en sortir. Nous donnerons des emplois aux chômeurs pour que le pays se développe de nouveau. Quelle est la solution libérale du 28 février? Écoutez bien! «Nous regrettons, mais nous n'avons pas eu le temps en dix ans de présenter une nouvelle loi sur les banques». Le gouvernement dit que le ministère de la Justice n'a pas fini de la rédiger; mais il ne peut espérer s'en tirer comme cela.

Le ministre des Finances se montre tout à fait incapable d'assumer ses responsabilités. Je ne puis m'empêcher de rire sous cape en pensant au député de Lincoln. En dépit des conditions critiques auxquelles nous faisons face au Canada, il y a des députés du gouvernement Trudeau qui peuvent encore rire et traiter à la légère le chiffre d'un million de chômeurs, les déficits records, les dépenses records, le gaspillage et toutes les autres formes d'incurie propres à ce gouvernement. Le